

Gendarme, elle renseignait les djihadistes : quand interdironent-ils le recrutement de musulmans dans la police ?

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 15 septembre 2016



On a le vertige quand on imagine le nombre d'infiltrés du même genre dans la gendarmerie, dans la police, dans l'armée... Il faut lire l'ensemble de l'article avec attention. C'est ahurissant... effrayant, révoltant.

Une gendarmette radicalisée renseignait les islamistes

Dans quinze jours, Élodie*, 21 ans, va épouser l'homme de sa vie. Un islamiste notoire au charisme naturel, connu pour avoir grenouillé dans les années 2000 dans la mouvance propalestinienne et condamné plusieurs fois pour des faits de violence.

Conquise, la jeune femme, le visage poupin encadré de jolis cheveux noirs, se voit déjà dans sa robe de mariée. Le voyage de noces promet d'être un peu particulier. À peine mariés, Élodie et son « chéri » s'envoleront en terre de djihad...

Avec ses copines, la jeune femme en discute comme elle parlerait d'un séjour au soleil : « *Ma chérie, tu viens...tu viens avec nous au Cham [en [Syrie](#), NDLR] ou pas ?*

J'y vais avec mon mari et on prend une sœur avec nous ! Et un couple aussi ! » Dans les valises, pas de sandales, de tongs ou de paréo, mais de grosses chaussures Swat d'intervention, des treillis et des bandeaux brodés d'inscriptions en arabe. Parce qu'elles sont coquettes, les filles ont tout de même prévu de prendre quelques décolletés H&M. Impossible de se passer de leur iPhone – « faut arrêter de psychoter », se rassurent-elles – et des délicieux petits « caramels au beurre salé » pour le trajet, lequel s'annonce interminable. Les copines ont même pensé à leurs amies déjà sur place, auxquelles il faudrait apporter des « survêtements qui tiennent un peu chaud ». « Tu lui as acheté un [Nike](#), toi ? » demande Élodie. « Non, je lui ai pas acheté un Nike. Tu veux que son mari la tue ou quoi ? » plaisante sa copine.

Élodie rancarde régulièrement ses proches

Derrière leur écran d'ordinateur, suspendus aux paroles des jeunes femmes, les agents de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) ne se laissent pas duper. Élodie, gendarme adjoint volontaire dans un peloton motorisé du sud de la [France](#), est en train de devenir un de leurs pires cauchemars. **La jeune femme, sortie de l'école de Tulle en août 2012 après treize semaines de formation, a utilisé ses fonctions pour renseigner ses amis islamistes.** Elle est une « taupe » au sein même des forces de l'ordre... C'est un mois plus tôt, le 22 octobre 2013, que la DCRI a commencé à nourrir de sérieux soupçons. Ce jour-là, Élodie parle librement au téléphone. Et demande à une de ses amies, elle aussi gendarme, Sabrina*, qui est dans la confidence, de « passer des personnes au fichier ». Comprendre : le fichier des personnes recherchées (FPR), une immense base informatique comprenant plus de 400 000 fiches, dont les fameuses S pour « sûreté de l'État ». Élodie rancarde régulièrement ses proches sur le risque qu'ils courent à venir en France : « **Il est où, l'autre, là ? Celui qui était au bled ? Tu lui dis qu'il ne revienne pas. Y a une fiche qui est tombée** », lance-t-elle à un ami. La jeune femme ajoute : « **J'ai ouvert la session avec le nom d'un ancien collègue. (...) Donc, là, je vais le mettre dans la merde. (...) Je vais demander à l'autre, à Sabrina, de le faire. Parce qu'elle, elle peut ouvrir les ordi d'une autre session parce qu'elle bosse à la DG [direction générale d'un commissariat, NDLR] et y a plein d'ordis. Donc, elle va sur n'importe quel ordi et elle l'ouvre, tu vois ?** »

Estomaquées, les grandes oreilles vont très vite s'apercevoir qu'Élodie et son entourage sont en train d'organiser un véritable départ collectif pour la Syrie. Les agents du renseignement écoutent des discussions surréalistes. Comme cet ami proche

de la gendarmette, un petit voyou qui nourrit lui aussi des envies de djihad, qui lui demande où elle s'entraîne au maniement des armes :

« – À l'Ealat [l'École de l'aviation légère de l'armée de terre, NDLR], répond-elle.
– Tout le monde peut y aller, dans ces endroits ? demande-t-il.
– Non, non ! ça va pas ! s'écrie Élodie. (...) Je peux t'apprendre quand on aura les armes. Je t'apprendrai les mesures de sécurité. »

Avide de faire un peu d'argent facile, l'homme lui avait déjà demandé, un peu plus tôt, s'il y avait de l'« herbe » et de la « blanche » dans les scellés de la gendarmerie où elle travaillait ; et, si oui, combien de gendarmes montaient la garde pendant la nuit...

Prête à tout pour partir en Syrie, la gendarmette propose d'utiliser son arme de service pour braquer une voiture.

Élodie a plusieurs comptes [Facebook](#) et, sur l'un des premiers qu'elle a ouverts, où elle n'a pas encore la prudence de s'exprimer sous pseudonyme, elle multiplie les vidéos et messages de gloire aux martyrs. Or, un ami policier, avec lequel elle a perdu contact depuis des mois, l'appelle et lui pose soudainement des questions étranges. Avec son air de ne pas y toucher, entre deux phrases anodines, il s'inquiète de ce comportement, de ces hadiths « haineux » et « un peu chelous » sur lesquels il est tombé. Est-ce un homme des services chargés de tâter le terrain ? La jeune femme se méfie.

« – Non, mais... je veux juste dire un truc : toi, qu'est-ce que t'en penses, du djihad ? interroge-t-il.
– Pourquoi tu me poses ces questions ? Moi, je parle pas de ces choses avec un policier, j'suis désolée ! répond-elle.
– J'te jure, je m'en fous, c'est juste pour connaître ta mentalité.
– Non, non, je ne parle pas de ça... »

Comme dans un film

En réalité, si la jeune femme s'applique à ne montrer aucun signe religieux à la gendarmerie, elle veille également à ce que personne de son entourage ne sache qu'elle est gendarme. Une double, double vie ! Seule une poignée de copains, ceux qu'elle renseigne régulièrement, connaissent son véritable métier. **Même pour son futur époux, elle s'est inventé une autre activité : c'est avec lui qu'elle doit**

partir en Syrie et elle craint que, sur un coup de colère, apprenant qu'elle est gendarme, il se méfie d'elle. Élodie connaît trop bien le sort qu'on réserve aux espions là-bas, en Syrie. Mieux vaut donc se taire.

À la mi-novembre, la tension monte encore d'un cran. La jeune femme est prête à tout pour partir en Syrie. Elle propose d'utiliser son arme de service pour braquer une voiture, qui leur servira à se rendre en [Turquie](#). Élodie se croit dans un film : « Si on change les plaques [d'immatriculation, NDLR], tu repères une autre voiture similaire, tu mets les plaques et tu fais pas d'excès de vitesse », suggère-t-elle à un complice. Elle et son fiancé appellent un par un les organismes de crédit et réunissent la somme de 30 000 euros sur la base de feuilles de paie trafiquées. Le tout est destiné à financer le voyage, à rétribuer le passeur et à se payer l'hôtel en arrivant en Turquie. Le 18 novembre, Élodie démissionne de son poste à la gendarmerie et elle se marie le 13 décembre. Sabrina, l'autre gendarmette, est son témoin à la mairie. Trois jours plus tard, Élodie est interpellée.

Élodie s'en sort étonnamment sans trop de dégâts : une comparution ultérieure devant le juge. En réalité, la jeune femme et son mari sont en contact avec de gros poissons du djihad, dont certains Français considérés comme des recruteurs actifs. Les forces de l'ordre la laissent-elles en liberté dans l'espoir de démanteler un réseau plus important ? Tout porte à le croire.

Mais en janvier 2014, Élodie et son compagnon sont pris dans une nouvelle affaire. Le couple séjourne alors, avec leurs petites sœurs respectives, chez les parents d'Élodie. Les gamines sont sorties en boîte et l'époux ne le supporte pas. Il les frappe à leur retour si violemment qu'il brise une spatule de bois sur le dos de l'une d'entre elles. Les voisins entendent la dispute, les jeunes filles portent plainte. L'époux est interpellé dès le lendemain. Élodie, qui n'est plus sur place, appelle aussitôt les siens et leur ordonne de se débarrasser des bouts de spatule en bois restés dans la poubelle de la salle de bains. « **Mon mari risque gros, leur dit-elle. (...) Ils vont venir faire une perquisition à la maison.** » Des efforts inutiles : l'époux violent finira par tout avouer. Quelques jours plus tard, au téléphone avec sa mère, Élodie dit toute sa colère : « **Si [ma sœur] était respectueuse, je n'aurais pas laissé mon mari la frapper. Tu sais ce qu'elle nous disait ? Qu'on voulait aller en Syrie et qu'elle allait tout dire à la police. Qu'est-ce qu'elle veut ? Elle veut m'envoyer en prison ?** »

Ce n'est qu'en mars 2014, soit quatre mois après les premiers soupçons, que le couple sera enfin interpellé et inculpé pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Il attend aujourd'hui son procès. Lui, en prison. **Elle, comme six autres personnes mises en cause en France dans des affaires de terrorisme, placée sous bracelet électronique...**

Chiffres

293. Le nombre d'individus engagés dans des filières terroristes arrêtés depuis le

début de l'année.

689. Le nombre de Français ou résidents habituels en France qui sont aujourd'hui impliqués dans le djihad en Syrie et en Irak.

900. Le nombre de Français ayant montré des velléités de départ pour la Syrie et l'Irak.*

* Selon le ministère de l'Intérieur

Contactée par *Le Point*, la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), qui avait évidemment connaissance de ces deux dossiers, tient à rassurer : Élodie et Sabrina ne font plus partie de la gendarmerie. « Il s'agit d'un phénomène ultra minoritaire », explique-t-elle. Le service public se doit d'être neutre vis-à-vis du fait religieux. Il faut donc réussir à détecter les personnes qui sont suffisamment habiles pour cacher leur radicalité dans leur vie professionnelle. Ce qui n'a pas été le cas, en 2013, pour Élodie. « Toute la difficulté consiste à différencier les personnes radicalisées, qui font courir un danger à la population, et celles qui ont une pratique rigoriste de leur religion, ce qui n'est pas interdit », se justifie-t-on. La gendarmerie ajoute : « Nous procédons à un suivi exhaustif des personnes chez qui des signaux faibles de radicalisation ont été détectés. Après *Charlie Hebdo*, en 2015, des directives classifiées ont été adressées à nos services, et nous pouvons, en cas de doute sur une personne, recourir à des aumôniers militaires, des psychologues ou des assistantes sociales. »

La question se pose également lors du recrutement, notamment des gendarmes adjoints volontaires comme Élodie, ou des réservistes appelés en renfort par le gouvernement après les attentats de Nice et de Saint-Étienne-du-Rouvray. « Une enquête de moralité et des tests psychotechniques sont systématiquement menés. Nous procédons également à des vérifications administratives (casier judiciaire, passage aux fichiers, etc.). Cela peut aller jusqu'à un criblage approfondi de la personne », poursuit la gendarmerie. Comprendre : avoir recours aux techniques d'espionnage des services de renseignements. La gendarmerie concède toutefois « ne pas en avoir eu encore l'utilité ». Tout gendarme qui souhaiterait consulter des fichiers ne peut le faire qu'avec une carte professionnelle à son nom, selon le statut qu'il occupe au sein du commissariat, le périmètre de sa mission et ses habilitations. De quoi « pister les gendarmes indéliçats », veut-on croire.

Par [Marc Leplongeon](#) *Le Point*

<http://jforum.fr/une-gendarme-radicalisee-a-renseigner-les-islamistes-de-linterieur.html>

Note de Christine Tasin

Elodie n'est plus dans la gendarmerie, mais elle est libre, sous bracelet électronique. Elle sait parfaitement utiliser

une arme. Elle sait comment travaillent nos forces de police. Elle représente un danger énorme pour tous.

Si c'était pour la laisser libre sous bracelet, il eût mieux valu la laisser partir en Syrie, servir d'esclave sexuelle, en espérant qu'elle s'y fasse tuer. Et une djihadiste de moins. On en est là. Pas de quartier pour nos ennemis.

Cela remet évidemment sur le tapis le problème du recrutement des musulmans dans la police, la gendarmerie, les secteurs sensibles comme l'électricité, le nucléaire, les barrages... pour ne pas parler de la RATP (tous les chauffeurs ont les clés leur donnant accès à tous les secteurs du métro..), des aéroports etc.

Les gauchistes pourraient bien parler de discrimination, ce ne serait que principe de précaution qu'un gouvernement digne de ce nom devrait mettre en action.

Jusqu'à quand faudra-t-il attendre pour obtenir ce gouvernement dont nous rêvons ?